



**PATRIMOINES CULTURELS EN MEDITERRANEE ORIENTALE :
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET ENJEUX IDENTITAIRES**

Troisième atelier :

« LES HÉRITIERS DE L'EMPIRE OTTOMAN ET L'HERITAGE REFUSÉ »

Jeudi 26 novembre 2009, Lyon, Maison de l'Orient (amphithéâtre Benvéniste)

Résumés des communications

**LE « PROJET URBAIN OTTOMAN » A ALEP :
ANACHRONISME OU ILLUSION D'OPTIQUE ?**

Jean-Claude DAVID

Jusqu'en 1920 Alep est une ville de l'empire ottoman, mais peut-elle être définie comme ottomane ? Istanbul n'est-elle pas l'unique ville ottomane ? Que signifie pour toute autre ville l'étiquette « ville ottomane¹ » ? La ville ottomane est avant tout une ville musulmane, mais contrairement à Constantinople, ville chrétienne avant la conquête ottomane, Alep était une ville musulmane depuis presque neuf siècles en 1516. Dans quelle mesure la domination ottomane imprime-t-elle une marque originale sur la ville conquise et modifie-t-elle en profondeur et durablement les formes, les tracés et les fonctionnements qui sont ceux d'une ville déjà musulmane ? Pour Alep, peut-on parler ainsi d'une « ottomanisation » rétroactive de la ville mamelouke ?

Pendant les trois premiers siècles de domination ottomane, du XVI^e au XVIII^e siècle, Alep double presque sa superficie et transforme profondément son centre. L'axe des souks est jalonné de nouveaux signes architecturaux encore bien visibles. Actuellement la plupart des habitants ordinaires d'Alep, qui n'aiment pas l'idée d'un passé ottoman, refusent le qualificatif « ottoman » pour cet héritage : pour eux l'époque ottomane s'inscrit dans la continuité de la ville et de son paysage. Evliyâ Tchelebî, voyageur dans l'empire au XVII^e siècle et personnage officiel ottoman, est l'un des rares observateurs évoquant le minaret de la nouvelle mosquée Khusruwiyya comme de style Rûm (*Rum tarzı*), c'est à dire de style ottoman.

Pour le spécialiste de l'histoire urbaine, l'intervention ottomane est encore très visible, et à Istanbul notamment les monuments ottomans ont souvent servi de pivot aux aménagements du XIX^e et au XX^e siècle, comme si ces architectures contenaient en germe ce qu'un certain urbanisme en a fait actuellement. Mais n'est-ce pas plutôt le regard de l'urbaniste contemporain qui fabrique une image actuelle de la ville ottomane en donnant à l'espace public une monumentalité nouvelle au détriment d'un véritable caractère ottoman fait de réserve, d'intériorité, de discontinuité spatiale corrigée par un art subtil des liens visuels : tout le contraire d'une manifestation monumentale, globale et planifiée d'architecture impériale !

¹ C'est la question à laquelle tente de répondre l'historienne Heghnar Zeitlian dans sa thèse « The image of an ottoman city » « Imperial Architecture and Urban Experience in Aleppo in the 16th and 17th Centuries ».

A Alep des observateurs actuels définissent aussi comme ottomane une ville regardée à partir de points de vue qui n'étaient pas *vus* ou représentés dans le passé sinon par les peintres orientalistes ! On parle de « skyline » ! On peut alors réfléchir sur ce qui pousse certains historiens à surévaluer la part ottomane de son image, quelle que soit par ailleurs la valeur réellement considérable et l'originalité de l'apport ottoman.

QUEL HERITAGE DETRUIT-ON AU LIBAN, LE NATIONAL OU L'OTTOMAN ?

May DAVIE

Au Liban, jusqu'aux années 1990, la reconnaissance du patrimoine ottoman a eu une histoire particulière, liée tout d'abord à la vision que le Mandat français a construite pour justifier son œuvre « civilisatrice ». À l'Indépendance, cette thèse fut récupérée par l'État libanais, dominé alors au plan culturel par les représentations de la communauté maronite quant aux origines ethniques et culturelles de ce pays, pour fonder son identité nationale et son existence enfin libre du « joug ottoman ».

Des assertions fondamentales de cette vision patrimoniale perdurent à ce jour dans les mentalités et dans les discours produits par des institutions comme la Direction générale des antiquités, le ministère de l'Enseignement, les associations de sauvegarde, certaines universités privées, etc., avec, sur le long terme, les résultats que l'on sait quant au déni de l'héritage bâti ottoman, sa dévalorisation et sa destruction systématiques, qu'il soit public ou privé : sérail et souks de Beyrouth ; habitations ottomanes des banlieues de Beyrouth, de Tripoli, de Sayda, de Sour ; souks de Deir al-Qamar ; vieux bourg de Zahleh ; maisons rurales des bourgs de la montagne ; fontaines de village ; églises du XVIe au XIXe siècle... La liste est très longue.

Pourtant, depuis les années 1990, suite aux destructions massives engendrées par la guerre civile de 1975-1990 et par la *tabula rasa* du projet de reconstruction du centre-ville de Beyrouth, un mouvement spontané de patrimonialisation s'était mis en place, commençant à battre en brèche la vision négative des bâtiments anciens. Cette patrimonialisation « par le bas » a engendré une reconnaissance de ce patrimoine qu'une certaine élite nomme maintenant « ottoman » et, par effet de mode, auprès d'une partie de la population et de l'État. On a assisté depuis à :

- Un début de sauvegarde mise en chantier par le secteur privé (le musée Debbané de Sayda, les archives de l'Apsad, des habitations traditionnelles de Beyrouth et de la montagne...), mais sans contrôle et sans mise en contexte.

- La mise en place d'une politique étatique de protection (les projets de la municipalité de Beyrouth, d'Icomos, de Corpus Levant), mais sans moyens ni lendemains.

Autrement dit, le mouvement des années 1990 ne s'est pas démocratisé, et il n'y a donc pas eu de coup d'arrêt aux destructions, le dernier cas en date étant le secteur formé par les quartiers Sursock et Gemmayzé, où les parcs des palais et du musée et les habitations traditionnelles et leurs jardins sont remplacés par des tours de plus de 20 étages. L'étincelle patrimoniale des années 1990 n'a pas non plus vraiment changé les mentalités. Dans le discours, celui de l'élite aux commandes des institutions patrimoniales comme celui de la population en général, le palais de Beiteddine est une architecture « libanaise d'influence italienne », non pas une architecture palatiale pavillonnaire typique de l'ère ottomane ; et la « maison aux trois arcs » est une architecture traditionnelle typiquement libanaise, non pas une maison héritée de l'éclectisme architectural de la modernité ottomane.

LE MONT ATHOS A L'ÉPOQUE OTTOMANE

Christophe GIROS

Les monastères de la presqu'île de l'Athos, en Grèce, constituent un patrimoine historique et monumental de premier plan. Centre du monachisme orthodoxe, le Mont Athos abrite des moines grecs, serbes, bulgares, russes et roumains, qui se veulent les héritiers de Byzance. Certes, l'essor et le développement des grands monastères athonites doit beaucoup aux empereurs byzantins, protecteurs de la Sainte Montagne à partir du Xe siècle. Mais l'essentiel du patrimoine architectural

aujourd'hui visible remonte à l'époque ottomane, et le Mont Athos est un merveilleux conservatoire des pratiques architecturales balkaniques des XVIe-XIXe siècles. La perception de cet héritage ottoman est ambiguë. Si les sultans ont confisqué une partie des biens monastiques situés hors de l'Athos, dès le XVe siècle, plusieurs monastères ont pu être fondés au XVIe siècle. La vie monastique a évolué, au détriment des pratiques communautaires, dans le sens d'une autonomie accrue des moines. Dès le XVe siècle, on assiste à la privatisation de certains bâtiments communautaires (infirmerie, tour...). Il s'agira d'analyser les composantes de cet héritage ottoman, dans l'architecture et l'histoire monastique, et de tenter d'appréhender les diverses facettes de la perception de cette histoire.

LES ANTIQUITÉS DE LARISSA PENDANT LA PÉRIODE OTTOMANE ET APRÈS LE RETOUR DE LA THESSALIE A LA GRÈCE (1881)

Bruno HELLY

Les récits des voyageurs occidentaux en Thessalie, dès le 16^e siècle mais surtout à partir de la fin du 18^e siècle, apportent des informations dispersées, mais toutefois suffisantes, sur le sort des vestiges qui subsistaient de l'antique cité de Larissa : quelques monuments ruinés et d'innombrables stèles funéraires qui restaient visibles dans les cimetières hors les murs. Beaucoup de ces pierres ont été réemployées dans les constructions, en ville mais aussi dans de nombreux villages de la plaine environnante, d'autres ont été utilisées comme pierres tombales par les Turcs eux-mêmes.

L'intérêt pour ces antiquités s'est manifesté seulement dans les premières décennies du 19^e siècle, chez des Grecs érudits imprégnés de la culture des Lumières, mais est somme toute resté très marginal jusque vers le milieu du siècle. A partir des années 1850, une première vague d'épigraphistes et d'archéologues a entrepris le recensement et la publication des pierres inscrites et des monuments funéraires, ce qui a conduit les autorités ottomanes à prendre quelques mesures de protection. Le rassemblement de la collection épigraphique de Larissa s'est fait progressivement et, dès avant la fin de la période ottomane, les inscriptions de la ville étaient entreposées dans la cour du Konak (Palais de justice), bâtiment néo-classique construit en 1875.

Après la libération de la Thessalie en 1881, ce mouvement s'est poursuivi, associant souvent des savants étrangers et grecs, avec pour objectif la constitution des corpus d'inscriptions et autres objets archéologiques. Mais, paradoxalement, dans le même temps les vestiges furent davantage maltraités par les habitants eux-mêmes, qui étaient en quelque sorte emportés par un mouvement généralisé de destruction des mosquées et autres constructions de la période précédente, et par le désir violent d'un développement répondant à la modernité, tout autant dans la conception édilitaire que dans la construction privée. Ce mouvement n'a pas cessé, on peut en témoigner, avant la fin des années 1960, par le fait que le Service des Antiquités local, dont le siège était à Volos et dont le territoire couvrait la région thessalienne tout entière, ne disposait ni du personnel scientifique ni des moyens techniques nécessaires pour assurer une présence et une surveillance efficaces et permanentes auprès de tous les opérateurs publics et privés. Cette situation a bien heureusement changé totalement avec l'installation à Larissa d'une Ephorie des Antiquités Préhistoriques et classiques et d'une Ephorie des Antiquités byzantines, à partir de 1974. Le travail effectué depuis lors par les équipes en place, dont la compétence et l'engagement sont reconnus au niveau international, apporte désormais à ce patrimoine la protection et la mise en valeur qu'il mérite.

BEYROUTH ET L'EMPIRE OTTOMAN : DYNAMIQUES DES NOUVELLES HISTORIOGRAPHIES DE LA VILLE

Candice RAYMOND

Au Liban, les historiographies nationalistes, dans leurs versions libanistes, arabistes et syrianistes, ont en commun la dénonciation d'un « âge sombre » ottoman qui aurait bridé la créativité locale et qui serait, de ce fait, l'une des causes premières du déclin des sociétés orientales jusqu'à ce qu'intervienne la Nahda. Dans ce cadre idéologique, l'essor spectaculaire de Beyrouth au cours du

19^e siècle ne saurait être le fait que de dynamiques échappant à l'emprise de l'Etat central. Accusé tour à tour d'extrême faiblesse ou d'excès d'autoritarisme, l'Etat ottoman assume une fonction de repoussoir dans une réflexion historique sur la modernisation, notamment urbaine, qui lui dénie toute réalisation significative en la matière.

Ce schéma historiographique commence néanmoins à être remis en question depuis une vingtaine d'années. Les enjeux de la reconstruction de Beyrouth aux lendemains de la guerre libanaise de 1975-1990 placent en effet la ville au cœur des discussions agitant plusieurs champs disciplinaires (urbanisme, archéologie, sciences sociales), suscitant un renouvellement partiel des modes de compréhension de la modernisation beyrouthine du 19^e siècle. Mettant à jour, sous les strates d'une occidentalisation massive, les traces du projet réformateur ottoman, certains historiens libanais font de la ville le lieu de la réévaluation d'un héritage ottoman longtemps occulté. C'est de cette redécouverte dont il s'agira de rendre compte.

LES MONUMENTS OTTOMANS D'ATHÈNES AU FIL DU TEMPS

Nicole SARAGA

La période ottomane d'Athènes a commencé en 1456, avec la prise de la ville par les Turcs. Durant l'occupation turque, Athènes resta la plus grande ville de Grèce continentale et compta parmi les dix plus importantes villes des Balkans du Sud.

La ville médiévale comportait d'une part la citadelle (l'Acropole), où résidait une garnison turque et où le Parthénon était converti en mosquée, d'autre part la ville basse, où habitaient les Grecs, les Turcs et les Arvanites et où se concentraient les fonctions administratives, économiques et religieuses. La ville basse possédait des mosquées, des hammams, des *tékés*, un *Mendrésé* pour l'enseignement supérieur de la population ottomane et plusieurs églises pour les chrétiens.

L'État néohellénique, né en 1830 après neuf ans de lutte pour son indépendance, a très vite montré un vif intérêt pour le patrimoine culturel. Cependant, quand le roi Othon décida en 1834 d'installer sa capitale à Athènes, la ville était pauvre et dévastée. Le logement des services publics fut assuré dans les bâtiments existants tels que les églises, les monuments ottomans désertés, les monuments antiques et quelques demeures privées qui furent réquisitionnées.

Durant le XIX^e siècle, la référence prédominante à l'Antiquité grecque, qui constituait le principal capital politique de la Grèce par rapport à l'Europe Néoclassique, associée aux efforts de l'État pour définir une identité nationale et à l'esprit puriste qui régnait jusque dans les premières décennies du XX^e s., ont fait qu'un grand nombre d'églises byzantines et certains monuments ottomans ont été perdus au profit des antiquités classiques.

Aujourd'hui, le Ministère de la Culture, avec ses Directions des Antiquités, assure la conservation, la sauvegarde et la diffusion du patrimoine culturel datant de l'époque préhistorique jusqu'à nos jours et les monuments ottomans qui ont survécu sont conservés et protégés par la loi archéologique : la Mosquée Fethiyé, les vestiges du *Mendrésé* et de la mosquée Kioutsouk sont mis en valeur dans le centre historique d'Athènes tandis que la mosquée Tziztaraki et le Hammam d'Abint Effendi composent le Musée des Arts Populaires et abritent des expositions permanentes et temporaires.

L'HÉRITAGE OTTOMAN EN GRÈCE

Michel SIVIGNON

On se limitera ici à quelques aspects de l'héritage ottoman, liés au territoire grec, la toponymie et l'architecture.

Une bonne partie de cet héritage a été effacée, en vertu de la politique de *réhellénisation* du territoire entreprise dans le nouveau royaume après l'indépendance de 1830.

L'importance de cet héritage est étroitement liée à la répartition du peuplement turc, dans les villes et dans les campagnes, et aussi à la répartition de la religion musulmane, ce qui n'est pas exactement la même chose.

Cet héritage a été inégalement conservé. Sa conservation a dépendu aussi des échanges de population du traité de Lausanne (1923).

L'effacement des toponymes turcs et slaves a été entrepris dès les débuts du royaume, et continué jusqu'à nos jours, à mesure de l'accroissement du territoire national, jusqu'à concerner aujourd'hui des lieux-dits minuscules.

En matière d'architecture et d'urbanisme, il convient de s'entendre sur le terme ottoman et de ne pas le confondre avec période ottomane.

On s'est efforcé dès les débuts de promouvoir un plan « hippodamique » (ou en damier), qui a pour une part affecté les centres-villes de la période turque et amené leur destruction. En outre on a conservé un nombre limité de bâtiments (mosquées et hammams), surtout dans les villes. En revanche, les bâtiments ruraux ont en grande partie disparu.

Dans la période récente on voit cependant poindre un nouvel intérêt pour cet héritage, lié à une prise en compte du passé qui ne se limite plus à l'Antiquité et à Byzance.

PURIFIER LA LANGUE, SANCTIFIER LA NATION

Emmanuel SZUREK

Stigmatisée comme « cosmopolite » ou « étrangère au génie national turc », la langue officielle de l'empire ottoman est profondément transformée dans la Turquie des années 1920 et 1930 (romanisation des caractères en 1928 ; éviction du corpus lexical arabo-persan et fabrication massive de néologismes "purement turcs" à partir de 1933). Cette altération radicale constitue une technique inédite et puissante de domestication politique et de bricolage identitaire. A travers elle, la bureaucratie kémaliste ne se satisfait plus seulement de renouveler le décorum politique (drapeau, hymne, lois) : elle fabrique, en amont même de la *praxis* nationaliste, les formes signifiantes (alphabet, lexique) dans lesquelles toute prise de parole est d'ores-et-déjà, sinon une pétition de foi nationaliste, du moins un consentement symbolique à "parler la langue du pouvoir". La fabrication du « turc pur » (*öztürkçe*), strictement contemporaine de la turcification des signes écrits et sonores (appel à la prière, sermon du vendredi, texte coranique) qui manifestaient l'autorité religieuse traditionnelle dans l'espace public peut ainsi être interprétée comme un *transfert de sacralité* : dans la Turquie primo-républicaine, la dénaturalisation systématique de l'élément ottoman, la domestication nationaliste du culte musulman, le bannissement des signes arabo-persans ont pour corollaire l'inculcation exaltée d'une religion civique kémaliste, la sacralisation de la nation et la fétichisation de la pureté linguistique.

DÉCONSTRUIRE LE PASSÉ OTTOMAN : LE CAS DES ARMÉNIENS DU PROCHE-ORIENT DANS LES ANNÉES 1920

Vahe TACHJIAN

L'exposé traitera du processus de la « reconstruction » de la nation arménienne au lendemain de la Première Guerre mondiale dans les nouveaux États fondés au Proche-Orient (Syrie, Liban, Palestine, Irak). Il s'agissait d'un mouvement de « ré-imagination » ou de « ré-invention » d'une identité nationale. Ou plus précisément un processus engagé par les élites arméniennes et visant à « arméniser » ou à « déottomaniser » de nombreux traits de caractère des communautés locales.